

Article 29 du Règlement

Que fait notre gouvernement fédéral? Je crois qu'il se prépare à débloquer 1.3 ou 1.4 milliard de dollars. Je n'ai rien contre cette mesure ni contre ce que fait le gouvernement sur ce chapitre, mais je trouve que c'est un cataplasme quand on envisage la crise financière agricole dans une perspective globale. Cela n'est ni une solution ni une politique à long terme.

M. Fraleigh: Qu'est-ce qu'une solution à long terme?

M. Blackburn (Brant): Le problème agricole au Canada...

M. Gottselig: Parlez-nous du problème agricole. Donnez-nous votre solution.

M. Blackburn (Brant): Les solutions express sont décourageantes pour les agriculteurs. Ils ne peuvent compter sur aucun revenu raisonnable pour poursuivre leurs activités. Ils passent des semaines aux récoltes et encore aux semailles sans savoir ce qui se passera dans six mois ou dans un an.

Pas étonnant que ceux qui sont interviewés pratiquement chaque soir à la télévision déclarent qu'ils n'ensemenceront pas 50, 100 ou 200 acres cette année parce qu'ils ne seront pas payés pour le faire. «Pourquoi devrais-je travailler aux champs en sachant que je perdrai au bout du compte?», voilà la question qu'ils se posent.

M. Gustafson: Quand vous saurez le nom de cet agriculteur, n'oubliez pas de nous le communiquer.

Une voix: Seuls les socialistes tiennent de pareils propos.

M. Gustafson: Quand vous saurez le nom de l'agriculteur qui a fait cette déclaration, n'oubliez pas de nous le communiquer.

M. Blackburn (Brant): Je sais, pour avoir passé de nombreuses années à la Chambre, que nous avons tous tendance à chahuter à cette heure tardive de la nuit. Je le fais et les députés du côté du gouvernement également.

La plupart des députés qui se trouvent à la Chambre en ce moment représentent des circonscriptions où l'on compte de nombreux céréaliers. Je ne pense pas qu'ils prennent ce débat très au sérieux, alors qu'ils le devraient. Ils auraient intérêt à faire comprendre aux deux ministres chargés du secteur agricole qu'il faudra trouver des solutions pour les agriculteurs de leurs circonscriptions. Je n'ai pas encore entendu un seul discours révélant que ces gens aient la moindre solution ou réponse à proposer aux problèmes agricoles.

M. Gottselig: Voyons quelles sont les vôtres.

M. Blackburn (Brant): Il y a quelques mois, j'ai organisé une réunion avec les agriculteurs de ma circonscription. Nous avons invité les diverses associations de producteurs agricoles à nous faire part de leurs instances dans la matinée et 13 groupes différents nous ont présenté des mémoires. L'après-midi a été réservé aux agriculteurs individuels. Le député de Humboldt—Lake Centre (M. Althouse) et le député de Prince Albert (M. Hovdebo), tous deux des agriculteurs, y ont également assisté. Je ne suis pas moi-même agriculteur, mais j'ai collaboré à l'organisation de cette réunion où les agriculteurs de ma circonscription ont pu se faire entendre et exprimer leur point de vue.

M. Mayer: Pourquoi ne m'y avez-vous pas invité? Je suis agriculteur. Pourquoi ne m'y avez-vous pas invité?

M. Blackburn (Brant): Vous pouvez venir à Brant quand vous voulez, Charlie, pour expliquer aux agriculteurs les choses merveilleuses que vous faites pour eux. Mais je ne suis pas responsable de votre sécurité après votre départ.

M. Mayer: Je serai ravi d'y aller.

M. Blackburn (Brant): Mais je ne veux pas être tenu responsable de ce qui pourrait vous arriver. C'est une invitation que je vous lance de venir à Brant quand bon vous semblera, mais ne dites pas que je vous y ai personnellement invité, car je ne tiens pas à être tenu responsable de ce qu'il pourrait vous arriver de désagréable.

M. Mayer: Vous n'allez donc pas m'inviter?

M. Blackburn (Brant): Contrairement à ce que vous croyez là-bas, vous n'êtes pas si populaires que cela aujourd'hui auprès de la collectivité agricole. Je sais ce qui vous rend nerveux. Je sais ce qui vous ennuie. Toutefois, il n'en résulte rien. Des agriculteurs font faillite tous les jours et tout ce que les ministres trouvent à faire, ce sont des discours. Tout ce qu'on trouve à nous servir, ce sont des solutions intérimaires.

Le ministre n'était pas présent à la Chambre lorsque j'ai commencé mon discours.

M. Mayer: J'ai entendu ce que vous avez dit.

M. Blackburn (Brant): Le problème, c'est que vous n'avez pas trouvé de raison fondamentale, de raison philosophique de sauver l'exploitation agricole familiale. Si vous arrivez à établir une politique nationale, vous trouverez probablement les solutions qui s'imposent.

M. Mayer: Vous n'avez pas écouté ce que j'ai dit.

M. Blackburn (Brant): Notre réunion a été couronnée de succès en ce sens que nous avons appris beaucoup de choses de la part d'agriculteurs fort inquiets. Je tiens à préciser que cette réunion n'était absolument pas partisane et ne regroupait pas des membres d'un quelconque parti politique.

M. Mayer: Pourquoi ne pas m'avoir invité si elle n'avait rien de partisan?

M. Blackburn (Brant): Je tiens à transmettre au ministre quelques-unes des principales préoccupations des agriculteurs. Je ne parle pas seulement de la levée du moratoire sur la dette, qui est un point critique à ce moment-ci, mais beaucoup de problèmes très difficiles et très complexes assaillent aujourd'hui la collectivité agricole et cela, non seulement dans le sud de l'Ontario ou dans ma circonscription de Brant, mais dans tout le pays. Dans cette liste nous avons par exemple, et cela ne surprendra pas le ministre responsable de la Commission du blé, le faible prix des denrées, les coûts de production élevés, l'endettement, les valeurs foncières, la dépréciation ou l'érosion, l'aide à court terme, les solutions à long terme et leur absence, la commercialisation, le libre échange et la volonté politique.